

Récession, guerre et perspectives de la crise du système

Paul BOCCARA

Le débat d'idées sur la récession économique internationale de 1990-91 ainsi que par ailleurs sur ses relations avec la guerre du Golfe, est d'une grande importance pour l'appréciation de la situation actuelle et des perspectives de la crise du système : donc aussi pour les luttes et les interventions politiques nouvelles des peuples, en France comme à l'échelle du monde entier.

Un fait remarquable à propos du ralentissement et de la récession au plan international est l'effort des « experts » (du moins en général) pour les nier jusqu'à la dernière minute, malgré les signes annonciateurs répétés. Ainsi le rapport semestriel de l'OCDE sur les perspectives économiques, rendu public le 20 décembre 1990, considérait que la récession serait évitée aux Etats-Unis, alors qu'à ce moment la récession américaine ne faisait plus de doute et a été reconnue officiellement, notamment le 2 janvier par le Président Bush.

Pour notre part, nous avons indiqué au Colloque d'*Issues* d'octobre 1988 qu'avec le krach de l'automne 1987 on assistait à l'annonce de la fin, qui prendrait quelques années, de la phase intermédiaire de relance relative du cycle de moyenne période des années 1980. On pouvait fonder cette prévision sur l'analogie avec la fin, initiée en 1979, de la phase des années 1970 débouchant sur la récession de 1981-82. Nous avons précisé qu'au-delà du rebond de 1988-89, le ralentissement et les difficultés de la croissance se manifesteraient probablement dans la deuxième moitié de 1989 et en 1990, tandis que s'amorçait déjà le passage à une nouvelle phase de la crise systémique (1).

Effectivement, dès l'automne 1989, un ralentissement a été perçu notamment aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne et dès la fin de l'année quelques économistes américains avaient estimé inévitable une véritable récession chez eux. Cependant, l'écrasante majorité des spécialistes ainsi que les médias ont nié jusqu'au bout la nécessité du retournement conjoncturel. Certes, ce retour-

nement s'opère de façon plus inégale, avec en particulier la poursuite d'une croissance quoique ralentie en Allemagne et au Japon en ce moment. Mais encore au début de 1991, alors que déjà le président des Etats-Unis a déclaré le 2 janvier que la récession américaine serait brève et d'une ampleur modérée, beaucoup de commentateurs, en France comme ailleurs, s'efforcent de minimiser le retournement conjoncturel international, sans compter que certains d'entre eux prétendent encore qu'il affecte une économie capitaliste internationale déjà sortie de la crise de structure.

Tout en soulignant le refus de voir les réalités en face, il ne s'agit pas pour nous de répéter que le retournement était prévu. Il convient d'attacher la plus grande importance aux données empiriques nouvelles, révélatrices de processus à l'œuvre dans la crise systémique, processus que nous pouvons encore négliger, ainsi qu'aux travaux nouveaux de divers spécialistes indispensables pour apprécier toutes ces réalités en mouvement conditionnant, bien au-delà de la récession en cours, la nouvelle phase intermédiaire des années 1990.

Cela est important pour les luttes et pour des propositions renouvelées d'intervention, face aux opportunités comme à tous les risques de la situation.

(1) « Au-delà de l'euphorie apparente des « embellies », les prévisions officielles de baisse sensible ultérieure de la demande mondiale se confirment, d'où les risques reportés de ralentissement et de difficultés de la croissance probables sans doute au second semestre 1989 et en 1990. Encore qu'on ne puisse exclure un passage peu heurté à la nouvelle phase intermédiaire... » (P. Boccara « Rétrospective et prospective de la crise », Rapport au Colloque de 1988, *Issues* n° 35, 3^e trimestre 1989, p. 54).



notamment, au plan économique et social, pour l'emploi, dont une nouvelle détérioration est déjà en cours en France comme dans le monde entier.

Dans ce contexte, il convient en particulier de traiter des relations entre le retournement conjoncturel international, la crise systémique elle-même et la crise du Golfe Persique. D'une part, encore une fois, on tente de faire du pétrole et des prétentions des Arabes, les boucs émissaires et les principaux responsables des difficultés économiques, alors que désormais, on a dû souvent reconnaître que le ralentissement conjoncturel notamment aux Etats-Unis est bien antérieur.

D'autre part et surtout, c'est le rôle de la guerre du Golfe elle-même dans

l'aggravation de la récession et surtout de la crise systémique, à l'opposé de sa prétendue contribution à l'issue des difficultés économiques qu'il conviendrait de préciser, tandis que la guerre participe à la révélation des problèmes mondiaux nouveaux de la phase intermédiaire des années 1990 de la crise.

Investissements productifs liés à la croissance financière

Il convient de considérer les conditions dans lesquelles la phase intermédiaire passée des années 1980 de la longue phase de difficultés s'est achevée fondamentalement sur un nouvel échec. Ce qui semble particulièrement caractéristique c'est l'interpénétration de la croissance financière et de l'investissement productif ou réel en général.

Ainsi après le krach boursier international de 1987, les injections monétaires massives par le crédit et les financements de type public, appuyés sur les institutions financières para-publics visant à soutenir les marchés financiers et leurs reclassements relatifs, ont été accompagnées de mesures, notamment au plan fiscal, pour favoriser l'investissement réel, productif et improductif, surtout des entreprises. Cela a contribué à la croissance des investissements réels, utilisant les conditions partiellement changées de rentabilité, fournies notamment par les nouvelles technologies, les abaissements des prix de matières premières et énergétiques, le relèvement de la part du profit relativement aux salaires dans la valeur ajoutée et certains relèvements de l'efficacité des capitaux matériels.

Dans ces conditions les cercles vicieux à l'œuvre dans la longue phase de difficultés ont été relancés au plan financier, de la productivité ou des débouchés.

Le rebond de la croissance de la production a été ainsi marqué par la relance des accumulations proprement financières et des marchés financiers, avec les gonflements de la spéculation et des crédits corrélatifs, notamment dans l'immobilier, surtout aux Etats-Unis et au Japon et aussi avec l'enflure des prix de tous les actifs des sociétés dans tous les pays. En France, les exportations de capitaux massives pour acheter des actifs gonflés de sociétés américaines ont participé de ce mouvement.

La hausse exagérée des prix de tous les actifs capitalistes, après avoir favorisé le drainage des ressources, a contribué à la montée des limites de rentabilité,

face aux pressions renouvelées des endettements pour les particuliers, les sociétés et les Etats, donc des taux d'intérêt et des charges financières, et face au freinage graduel des effets des progrès de productivité et d'efficacité. Ces freinages sont liés tout particulièrement à l'insuffisance de développement de la qualification et des conditions des travailleurs avec, à la fois, les goulots d'étranglement concernant les travailleurs qualifiés et les refus de progrès substantiels des conditions des salariés et des populations actives.

Cela a contribué à relancer l'inflation, qui a tendu à remonter depuis 1988 pour l'ensemble des grands pays, tandis que la hausse des prix, moindre que dans les phases antérieures atteint des niveaux assez élevés en 1990 aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. La limitation des débouchés s'est donc alors surajoutée, renvoyant aussi fondamentalement à la conjonction des progrès d'efficacité des capitaux et des pressions sur la part relative des salaires et sur l'emploi.

Tout cela tendrait à confirmer que la stimulation financière actuelle de la croissance des investissements réels et même productifs ne suffit pas pour sortir de la crise systémique. En effet la reprise de l'emploi avait laissé subsister un haut niveau de chômage (malgré certaines réductions aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne notamment et sa stabilisation approximative en France, mais son aggravation dans plusieurs pays sous-développés) et ce niveau se relève de nouveau un peu partout aujourd'hui. Ce qui est en cause aujourd'hui, c'est tout particulièrement l'avancée d'autres critères de financement, favorisant la lutte contre les gâchis financiers, une croissance plus importante des investissements productifs et son centrage sur l'efficacité en liaison avec la croissance prioritaire des dépenses pour les ressources humaines et de l'emploi.

Cumul de déflation et d'inflation contre l'emploi

Une question cruciale est celle des modalités et de l'importance nouvelle des processus de déflation, beaucoup plus marqués et généralisés qu'à la fin des phases intermédiaires précédentes.

Certains observateurs insistent sur les processus déflationnistes à l'œuvre aux Etats-Unis ou au Japon, après les poussées inflationnistes de 1989-90, avec la baisse de prix non seulement de produits et de services mais plus encore au

niveau des « actifs » capitalistes qui ont connu une grande croissance spéculative (valeurs mobilières et biens immobiliers) et avec certains dégonflements des opérations de crédit corrélatives. La chute des actifs immobiliers aux Etats-Unis et au Japon, de divers actifs financiers, et des Bourses de valeurs surtout au Japon (bien moins aux Etats-Unis), ainsi que le freinage général des activités et de la rentabilité industrielles provoquent des difficultés importantes de nombre d'entreprises qui se sont endettées en liaison avec ces opérations sur des « actifs », correspondant à des placements ou des achats de capitaux (y compris par des fusions - acquisitions), notamment à partir de placements d'autres titres dans le public. Cela provoque aussi de graves difficultés des banques et institutions financières largement engagées dans ces opérations. Tandis que les banques françaises par exemple voient s'éroder leurs marges et sont fragilisées, les difficultés sont considérables pour nombre de banques américaines ou japonaises, très impliquées dans des opérations de crédit à haut risque et sur des actifs immobiliers et mobiliers, qui doivent pour couvrir leurs prêts vendre ces actifs, ce qui accélère leur baisse et les difficultés générales. D'où, aux Etats-Unis et au Japon, les restrictions sérieuses de crédit des banques aux entreprises et aussi aux autres banques ainsi que la nécessité coûteuse de l'augmentation de leurs provisions. On a même assisté aux Etats-Unis à des difficultés face aux déposants et à des faillites ou au soutien public de certaines banques importantes, venant après l'effondrement massif des Caisses d'épargne. Au Japon les ratios de solvabilité des grandes banques (constitués en bonne partie par des plus-values non réalisées de leurs portefeuilles boursiers) ont chuté, tandis que les petites banques régionales sont en crise. Cependant, à l'opposé des simplismes sur la déflation actuelle, on assiste aussi au soutien du crédit et de l'accumulation financière par les financements de type public et toutes les institutions monétaro-financières publiques, para ou semi-publiques, mises en place dans le cadre du CME et aujourd'hui acquises au soutien de la rentabilité capitaliste financière en passant par leurs opérations sur les marchés monétaires et financiers. Cela s'oppose dans une large mesure aux conditions de la longue phase de difficultés de l'entre-deux-guerres.

Aussi on n'assisterait pas simplement à un processus déflationniste cumulatif mais également à des actions systématiques en sens contraire, comme nous l'avions déjà suggéré lors des débats du colloque d'Issues de 1988 (2). C'est ce que montrent d'ailleurs non seulement les soutiens de la Réserve fédérale à des banques en difficulté aux Etats-Unis, mais la politique s'efforçant présentement d'abaisser les taux d'intérêt américains après leurs hausses importantes (à l'opposé des relèvements des taux d'intérêt japonais ou allemands, qui étaient plus bas), la résistance des marchés financiers aux Etats-Unis, ou encore les accords tout récents de concertation internationale des grands pays capitalistes déclarant viser « la stabilité » des marchés financiers.

On tend à répandre au début de 1991 des illusions sur la relance massive imminente de la production et de l'emploi dans l'économie capitaliste « mixte » actuelle. Au lieu de bénéficier substantiellement à la fois de l'assainissement par les déflations (notamment d'actifs) et de la stimulation de type public de financement des capitaux, j'avance l'hypothèse que l'on connaîtra un certain cumul des maux de la déflation et de l'inflation et une certaine neutralisation de leurs effets positifs pour une relance suffisamment ample et durable.

On aurait ainsi une tendance au freinage et à de graves obstacles, pour l'assainissement comme pour la stimulation, relativement aux exigences de sortie du chômage massif à l'échelle du monde, marquant l'originalité de la crise systémique actuelle et plus particulièrement, au-delà de la récession en cours, de la phase intermédiaire de tentative de relance des années 1990. Cela exprimerait aussi, pourtant, des efforts nouveaux diversifiés de maîtrise interne et de concertation internationale.

D'un côté, de façon analogue au blocage structurel de la dévalorisation des capitaux dans les années trente par les prix

(2) Après avoir évoqué la combinaison de « déflation » et « d'importants gâchis inflationnistes », j'ai indiqué dans le débat du colloque d'octobre 1988, le simplisme de la séparation entre deux phases de déflation et d'inflation de la crise et le risque d'exagération du rôle « de la déflation pour la phase qui s'amorce [des années 1990], car on peut penser que s'y affronteront des aggravations des tendances déflationnistes et aussi des tentatives de reflation, même antagonistes et finalement contrebattues en l'absence de dévalorisation structurelle hardie du capital » (Colloque international - Nouvelle phase de la crise et enjeux des issues - Issues n° 35, p. 166).



monopolistes (comme dans le cas des prix de l'électricité cartellisée), on aurait ainsi un certain blocage relatif de la dévalorisation conjoncturelle des actifs financiers et des capitaux en prix en général.

Le soutien public du crédit et des marchés financiers tendrait à s'opposer, par le regonflement en prix des capitaux avancés, au relèvement suffisamment massif et durable de la rentabilité des capitaux dans la production et les services courants. Tandis que par ailleurs les taux d'intérêt réels resteraient élevés, en favorisant la rentabilité financière à court terme et les activités spéculatives, au détriment de dépenses suffisamment hardies et amples de développement des ressources humaines et des populations.

D'un autre côté, le financement public, le soutien de type public des marchés monétaires et financiers ainsi que du crédit à l'accumulation des capitaux entraîneraient une certaine croissance réelle et matérielle, à l'opposé des res-

trictions des Banques centrales et des systèmes financiers des années trente. Mais outre les gâchis spéculatifs de la croissance financière et les fuites hors de la croissance réelle (notamment pour les dépenses militaires et parasitaires en général), les importants à-coups déflationnistes récurrents, provoquant les mises hors-jeu d'actifs réels et d'emplois, empêcheraient de résoudre le problème du chômage massif par une croissance suffisante de l'emploi.

Ainsi seraient relancés les cercles vicieux de la longue phase de tendance dépressive. Mais à la différence et dans une large mesure à l'opposé des conditions de la reprise massive et durable de longue période au lendemain de l'entre-deux-guerres, et contrairement aux idées encore reçues, le soutien monétaire-financier de type public du financement des investissements réels (dans la production et les services) ne permettrait pas une croissance réelle suffisante et encore moins un emploi permettant de résorber le chômage réel massif (3). Il faudrait sans doute

pouvoir aller plus loin et de façon nouvelle dans les dévalorisations structurelles de capital. Ce qui rejoint la question décisive d'une modification suffisante dans un sens d'efficacité sociale, des critères d'attribution et d'utilisation des fonds, non seulement dans les entreprises publiques et mixtes de production et de services courants, mais plus généralement dans les institutions monétaires-financières elles-mêmes.

D'ailleurs, au plan du financement et à l'échelle mondiale, le chômage massif persistant et relancé provoque une insuffisance de production de valeur ajoutée,

(3) Déjà à l'époque, à la différence des conceptions de Keynes, il ne s'était pas agi de simple relance publique de la demande globale. D'une part, les dépenses militaires amputaient le potentiel de reproduction (d'où la crise financière de l'économie nazie et la recherche de l'issue par la conquête). D'autre part, même le financement des investissements productifs a supposé, outre les économies nouvelles relatives de la rationalisation de l'accumulation dans les entreprises publiques et nationalisées, un développement nouveau des ressources humaines notamment par les dépenses socialisées d'éducation, de santé, de protection sociale, de logement, etc.

en volume et donc aussi de production suffisamment massive de bénéfices réels... (au-delà des gonflements nominaux) pour l'accumulation des capitaux et tous les stocks réels de développement humain nécessaire pour relancer la reproduction de façon assez ample.

D'où, la prétendue insuffisance d'épargne, l'exacerbation de la concurrence pour les ressources financières saines et la tendance à la montée relative de taux d'intérêt réels, tandis que l'endettement des entreprises et surtout des Etats connaît une tendance à l'élévation. Et de plus, toutes les fuites de ressources réelles hors de la reproduction (des dépenses militaires et parasitaires aux mises hors-circuit de moyens matériels et humains) s'opposent aussi à un renouvellement suffisant de tous les stocks d'équipements pour répondre aux exigences d'emploi efficace de la population mondiale.

Guerre économique larvée et concertations

Toutefois, toutes ces difficultés et potentialités nouvelles se présenteraient de façon assez différenciée au plan international.

Déjà les contrastes relatifs actuels entre la franche récession américaine ou britannique et le simple ralentissement de la croissance allemande ou japonaise, s'ajoutant à l'opposition des dettes extérieures et des créances extérieures des uns et des autres, expriment à leur façon la montée des divergences entre les pays capitalistes développés. Les facteurs de progression de la guerre économique larvée, à travers les interdépendances, les négociations et les concertations, se renforcent en se superposant aux oppositions avec le Sud et avec l'Est.

Nous avons déjà indiqué ailleurs comment, en règle générale semble-t-il, dans la dernière partie de la longue phase de difficultés du cycle de longue période, certains pays pouvaient être relativement en avance sur les transformations structurelles sans pour autant opérer des dévalorisations structurelles de capital suffisamment hardies pour développer de façon massive et nouvelle leurs propres populations, voire en aggravant leur exploitation. Aussi ces pays aux avancées structurelles limitées et antagonistes, tendaient à les utiliser pour chercher à développer leurs dominations extérieures. Ce qui pouvait, à la fois, aggraver les difficultés générales et renforcer les luttes transformatrices pour

en sortir, y compris au plan international, par des dévalorisations structurelles plus hardies et plus progressives.

Cela a été le cas notamment de l'Allemagne nazie dont le financement public hardi de la production reposait sur la demande d'armements au détriment du développement de la population (qui connaissait le relèvement de l'emploi mais aussi l'austérité) et de la reproduction matérielle elle-même (4).

Désormais, opérerait de façon quelque peu analogue l'intervention publique plus souple pour développer la recherche - développement, les coopérations industrielles au plan national et dans une certaine mesure à l'extérieur ainsi leurs ressources humaines, comme au Japon ou secondairement et d'une autre façon en Allemagne. Mais le développement encore trop élitiste de ces ressources humaines et leur surexploitation, avec notamment la mise en concurrence des salariés par les délocalisations des industries à l'étranger, accompagnent les gâchis de la croissance financière et spéculative pour la rentabilité, même de façon largement dominatrice à l'extérieur. D'où la recherche de dominations et de transferts accrus dans la guerre économique larvée.

Ce serait tout particulièrement pour le Japon, en liaison avec certaines avancées technologiques pacifiques, le montage des filières correspondantes, les conquêtes de parts de marché, l'accumulation des créances et les revenus correspondants, les évictions ou prises de contrôle d'actifs et les transferts de profit, une plus grande hardiesse dans les partenariats dans les pays développés et dans les pays sous-développés d'Asie tout particulièrement, etc. Pour l'Allemagne, la progression de la domination industrielle, commerciale et financière viserait, au-delà des créances et des implantations concernant les Etats-Unis, tout particulièrement l'Europe occidentale et l'Europe de l'Est.

Au contraire les Etats-Unis en dépit des positions dominantes acquises par leurs sociétés multinationales, seraient gravement handicapés par leur capitalisme monopoliste d'Etat beaucoup plus traditionnel et aux deux dimensions privées et publiques très séparées et tendant désormais de plus en plus à cumuler leurs défauts. C'est ce que révèle, entre autres, l'étude du MIT « *Made in America : pour une reprise de l'initiative industrielle* » (traduction française.

novembre 1990) sur l'insuffisance du progrès de la productivité et de la politique industrielle aux Etats-Unis, surtout par rapport au Japon et à sa capacité à stimuler publiquement l'utilisation de la recherche dans l'industrie avec les coopérations et la promotion des ressources humaines, des gestions nouvelles plus soucieuses du long terme et des investissements immatériels.

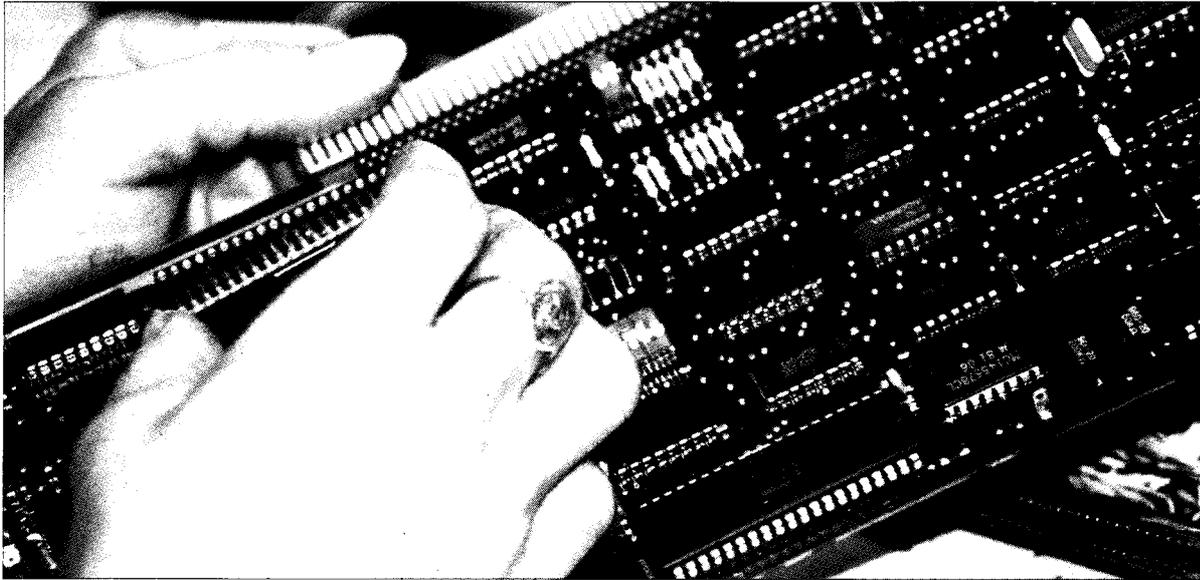
D'un côté, l'industrie des Etats-Unis souffrirait du « court-termisme », c'est-à-dire en fait des calculs de rentabilité financière à court terme empêchant les projets hardis à long terme et donc d'un excès de domination sur les entreprises du marché financier et des banques capitalistes. D'un autre côté et de façon complémentaire pour le marché financier, l'Etat, intervenant largement par le secteur protégé des productions d'armement, provoquerait le gaspillage public des ressources dans ce secteur, au détriment de la stimulation souple de l'intérieur des entreprises par l'application de recherches pacifiques, tandis que le système d'éducation publique (surtout le secondaire) serait insuffisamment développé par rapport aux exigences nouvelles.

Cependant, le caractère dominant acquis des Etats-Unis rend compte de l'ampleur de leurs efforts de riposte et de leur agressivité dans la guerre économique larvée et aussi par les moyens de pression non économiques. La guerre économique larvée généralisée s'effectuerait face aux progressions impressionnantes au Japon et en Allemagne, mais aussi (outre l'effort d'intégration du Canada et du Mexique) sur les champs de bataille d'Europe occidentale et d'Asie extrême-orientale, des pays de l'Est et du Sud en général.

Cette guerre commerciale, financière, pour les prises de contrôle se combine avec des ententes entre entreprises, des négociations, des concertations.

Les mouvements relatifs des monnaies peuvent favoriser les transferts de valeur et des attractions de capitaux en faveur

(4) Les dépenses d'armements créent un prélèvement contre la reproduction matérielle. Dans la mesure où les armements sont des ponctions contre la production de moyens de production ou de moyens de consommation des travailleurs. D'où d'ailleurs la crise budgétaire et financière de 1938 en Allemagne et la recherche de l'issue par la guerre avec ses conquêtes et ses pillages. Inversement l'avance relative des Etats-Unis leur a servi dans la guerre où ils se sont engagés plus tard à vendre des armements et à accumuler de l'or et des créances pour leur hégémonie ultérieure.



des pays dont les monnaies s'apprécient. Mais aussi la concurrence des pays développés dont la monnaie peut baisser comme le dollar ou la livre, peut inciter aux baisses de coûts en faveur de la productivité des pays dont les monnaies s'apprécient, favorisant leurs nouvelles technologies. Cependant, les interpénétrations d'actifs à l'intérieur de chaque grand pays capitaliste interviennent pour limiter, par les concertations, les mouvements monétaires entre les pays capitalistes développés et entraîner des transferts plus directs entre eux avec notamment des intégrations zonales (comme celle de la CEE) ainsi que la tendance à leur opposition plus marquée avec les pays du Sud et de l'Est.

La guerre du Golfe aggrave la crise du système

C'est dans ce contexte que l'on peut essayer de situer les implications économiques de la guerre du Golfe pour la récession, comme plus largement pour la crise du système capitaliste et du monde entier.

Les milieux dirigeants et les médias du monde capitaliste ont d'abord tenté d'expliquer la récession et le ralentissement ou du moins leur aggravation considérable par l'occupation du Koweït et la montée des prix du pétrole. Mais la récession s'explique fondamentalement par les limites de la phase intermédiaire de croissance réelle relative, liées notamment à l'explosion de la croissance financière. Ces limites ont elles-mêmes provoqué la surchauffe antérieure avec les poussées inflation-

nistes en Grande Bretagne et aux Etats-Unis ainsi que la hausse initiale des prix du pétrole, accélérée par les premiers événements du Golfe. Et cette hausse accélérée elle-même a eu des impacts économiques limités.

Ces milieux dirigeants avaient déjà puissamment poussé au surarmement et au surendettement de l'Irak pour vendre des armements, faire s'entretuer les Irakiens et les Iraniens et briser le front de l'OPEP.

Les mêmes milieux tentent maintenant de faire croire que la guerre du Golfe et l'engagement massif dans celle-ci des Etats-Unis vont raccourcir et alléger la récession, du fait de la rechute déjà engagée des prix du pétrole (participant en fait à la contraction déflationniste relative succédant aux montées spéculatives) et du fait, prétendent-ils, de la stimulation de la demande par les déficits et les emprunts publics que la guerre nécessitera.

En réalité, les prélèvements au détriment de la reproduction des énormes dépenses militaires supplémentaires vont tendre à aggraver les difficultés des gâchis inflationnistes pour tous les pays concernés. Ils pèseront notamment sur la situation relative de l'économie des Etats-Unis (5), et ne contribuent pas à faciliter leur reprise globale, même si des entreprises d'armement peuvent être favorisées et voir leur cote en Bourse s'élever. Et surtout au-delà de la récession et du ralentissement qui ont déjà marqué le dernier trimestre 1990, et qui peuvent très bien durer après le 1er semestre 1991, cela contribuera surtout, avec toutes les retombées, au freinage

de la croissance et à l'aggravation des rivalités et des tensions de la guerre économique larvée de la crise systémique et de la phase intermédiaire des années 1990 (6). Cela tendrait notamment à renforcer en fait le handicap structurel des dépenses militaires des Etats-Unis au détriment des recherches utilisées dans l'industrie pacifique par rapport au Japon et à la RFA. Ces derniers d'ailleurs (à la différence de l'Emir du Koweït et de l'Arabie Saoudite) s'efforcent de limiter le plus possible leur aide financière à la guerre qui restera très réduite, tandis qu'ils se placent mieux dans la guerre économique larvée qui est devenue décisive, avec la guerre de l'information. Mais la France est elle aussi concernée par les dépenses budgétaires et les prélèvements de la guerre, au détriment de ses besoins de croissance pacifique et de sa compétitivité par le développement de ses ressources humaines, sans compter la détérioration de ses rapports avec les pays arabes.

(5) Les Etats-Unis, confrontés à un déficit budgétaire énorme de plus de 300 milliards de dollars et à la nécessité proclamée d'économies budgétaires, devront prendre à leur charge une bonne partie des dépenses de guerre (dont la préparation leur aurait déjà coûté 30 à 40 milliards de dollars avant le 15 janvier). Ces dépenses pourraient dépasser largement l'ordre de grandeur de 100 milliards de dollars, déjà évoqué pour leur seul côté belligérant, suivant la durée des hostilités.

(6) Dire qu'une guerre courte facilitera la reprise économique à l'opposé d'une guerre longue, c'est en soutenant les opérations de destruction massive, masquer le fait que la guerre est foncièrement néfaste dans la crise systémique actuelle, en aggravant les difficultés économiques fondamentales et en étant seulement plus néfaste quand elle est plus longue. C'est nourrir les illusions de coût limité sans effet en retour concernant les réclamations du Sud ou les stimulations inflationnistes.

Au-delà du contrôle du pétrole dans le Moyen-Orient et des intérêts stratégiques dans la région, il y a sans doute, de la part des Etats-Unis, une fuite en avant pour consolider par cette guerre leur hégémonie. Il s'agit de leur hégémonie non seulement dans la région mais à l'échelle mondiale, vis à vis des pays et des puissances moyennes du Sud, comme face aux défis économiques de ses rivaux allemands et japonais, ou de la CEE et du Sud Est Asiatique, et face aux problèmes posés par le désarmement relatif vis à vis de l'Europe de l'Est et par la crise de l'Union Soviétique.

Cependant, cela va tendre à renforcer tous les antagonismes et les affrontements des années 1990, ainsi que les contre-tendances des interdépendances et des négociations, développant les enjeux de nouvelles intégrations de domination ou de nouvelles coopérations au plan fondamental et interne comme au plan international et mondial.

Enjeux des années 90 et créations institutionnelles

Dans ces conditions, les enjeux non seulement conjoncturels mais structurels des années 1990 pourraient encore être précisés.

En particulier, la perspective de chômage massif durable et d'insuffisance grave d'insertion des populations dans la formation et l'emploi, au plan mondial, se précise. Elle est encore renforcée par l'ampleur des potentiels d'économie de travail dans la production et les services du fait des nouvelles technologies et par l'ampleur des potentiels démographiques et des dépenses de mise au travail dans les pays du Sud, sans compter les difficultés des pays de l'Est. En même temps, le branchement de l'achèvement de la révolution industrielle et des débuts de la révolution informationnelle sur les énormes potentiels des populations du monde entier tend à constituer une exigence grandissante de luttes convergentes. Et les tentatives ambivalentes de maîtrise interne comme de concertations internationales peuvent se renforcer en contre-tendances face aux maux de la guerre économique larvée.

Les enjeux décisifs de coopérations nouvelles, à partir de l'avancée de nouveaux objectifs et critères d'utilisation des fonds peuvent être ainsi tirés par les besoins de développement des popu-

lations. Il s'agit de nouvelles coopérations pour développer massivement les populations à l'intérieur des nations et à l'échelle internationale, à l'opposé des rejets et des surexploitations internes des mises en concurrence liées à des dominations externes. Il s'agit du recul de la domination des critères de rentabilité financière et des marchés financiers sur les entreprises et les soutiens des financements des institutions de type public en faveur de critères d'efficacité sociale et de partage des coûts.

Il s'agit aussi d'autres institutions : institutions monétaires et financières, de coopérations des entreprises et des activités d'insertion concertée et décentralisée des populations dans la formation permanente ou l'emploi efficace et mobile, d'organisation de partenariat visant des partages de coûts et de recherche - développement pour le développement mutuel, etc. Il s'agit enfin d'institutions politiques favorisant l'intervention des travailleurs et des usagers dans les gestions ainsi que les décentralisations au plan national, mais aussi les relations internationales pacifiques de sécurité et de coopération aux plans zonal et mondial (7).

Initiatives en France et initiatives de la France

En France, les commentateurs ont tendance à masquer les difficultés grandissantes et la nécessité de révisions fondamentales, par un optimisme de commande et l'alignement sur les déclarations lénifiantes des rencontres de concertations internationales des pays capitalistes dominants, au plan économique ou politique, comme celle du G7.

Il faudrait, au contraire, pouvoir s'appuyer sur le trouble provoqué par la reprise de la progression sensible du chômage, en liaison avec l'entraînement du pays dans le ralentissement et la récession, comme par les appréhensions économiques et politiques concernant l'engagement dans la guerre du Golfe. Les gâchis de la croissance financière accompagnant notre type de croissance réelle ainsi que ceux des dépenses militaires contrastent avec les besoins de changements fondamentaux pour des développements pacifiques de plus en plus admis, au plan national. Ces besoins vont de l'emploi et l'éducation (à partir des lycées), jusqu'à la rénovation de tous les autres services publics,

une politique industrielle et de recherche beaucoup plus hardie, une nouvelle coopération internationale notamment dans la CEE et vis-à-vis de l'Est et du Sud. On pourrait essayer de développer un vaste débat public, à partir de propositions de réorientation de la politique économique et sociale ainsi que des gestions des entreprises publiques et mixtes en France. Cette réorientation serait liée à des initiatives françaises nouvelles pour la sécurité et pour la coopération à partir de la CEE et de toute l'Europe, y compris l'Est, visant notamment les pays arabes, le Moyen-Orient et plus largement tous les pays du Sud.

En France, avec les déceptions profondes dans la population et parmi les électeurs de gauche, ce qui est en cause c'est l'insuffisance dramatique de positions alternatives, malgré les prétentions affichées de l'économie mixte de la social-démocratie. Une autre construction politique à gauche liée à une économie mixte à prédominance sociale, avec l'intervention décentralisée, notamment dans les régions, des travailleurs et des usagers dans les gestions, devrait pouvoir rompre avec la persistance dans l'alignement fondamental sur les recettes inspirées des Etats-Unis dans tous les domaines.

Au plan international, outre le refus des désastreux affrontements et coalitions militaires, il s'agit aussi de refuser de servir de champ de bataille aux affrontements et ententes de la guerre économique larvée notamment entre Américains, Japonais et Allemands, pour la France et l'Europe occidentale, comme pour les pays du Sud et de l'Est. A l'opposé de la domination de superpuissances militaires ou économiques, comme des concertations et des intégrations de domination, la promotion d'autres types d'ententes et de coopérations durables peuvent viser la construction d'institutions de paix, de sécurité, de coopération financière, technologique et culturelle dans l'intérêt des peuples, à l'échelle zonale ou interzonale comme à l'échelle du monde.

P. B.

(7) Le 2^e colloque d'Issues, prévu pour décembre 1991, sur « nouvelles institutions, mixité et construction politique autogestionnaire ». S'efforcera de contribuer à la réflexion sur des propositions nouvelles au plan national et international.